

DÉPARTEMENT  
TARN ET GARONNE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## COMMUNE DE MOISSAC

ARRONDISSEMENT  
DE  
CASTELSARRASIN

EXTRAIT  
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'AN DEUX MILLE DIX SEPT LE 6 Juillet (06/07/2017)

Le Conseil municipal de la Commune de Moissac étant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation faite le 30 juin, sous la présidence de Monsieur HENRYOT Jean-Michel, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes :

**ÉTAIENT PRÉSENTS:** M. Jean-Michel HENRYOT, **Maire,**

Mme Colette ROLLET, Mme Christine HEMERY, Mme Maïté GARRIGUES, Mme Maryse BAULU, M. Jean-Luc HENRYOT, Mme Muriel VALETTE, M. Pierre FONTANIE, **Adjoint,** M. Gérard CAYLA, Mme Michèle AJELLO DUGUE, Mme Pierrette ESQUIEU, M. Robert GOZZO, Mme Eliette DELMAS, M. Maurice ANDRAL, M. Daniel CALVI, Mme Sabine AUGE, M. Jean-Luc GARRIGUES, Mme Marie CASTRO, Mme Valérie CLARMONT, M. Gérard VALLES, Mme Christine FANFELLE, M. Franck BOUSQUET, M. Patrice CHARLES,

**Conseillers Municipaux**

**ÉTAIENT REPRÉSENTÉS :**

M. Michel CASSIGNOL (représenté par Monsieur Jean-Luc HENRYOT), M. Jérôme VALETTE (représenté par Madame Muriel VALETTE), **Adjoint,**

Mme Anne-Marie SAURY (représentée par Madame Maryse BAULU), Mme Fabienne MAERTEN (représentée par Madame Christine HEMERY), Mme Fabienne GASC (représentée par Madame Eliette DELMAS), M. Laurent TAMIETTI (représenté par Madame Maïté GARRIGUES), M. Aïzen ABOUA (représenté par Monsieur Daniel CALVI), M. Pierre GUILLAMAT (représenté par Madame Marie CASTRO), M. Gilles BENECH (représenté par Madame Valérie CLARMONT), Mme Marie-Claude DULAC (représentée par Monsieur Patrice CHARLES), **Conseillers Municipaux.**

Madame Maryse BAULU est nommée secrétaire de séance.

03 – 06 Juillet 2017

**REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL DE DEUX EMPLOIS D'ASSISTANTS  
D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE A TEMPS NON COMPLET**

Rapporteur : Madame ROLLET

Le Maire informe l'assemblée que compte tenu de la diminution du nombre des élèves des enseignants de l'école de musique municipale dans les disciplines suivantes :

- clarinette,
- trompette,

il convient de réduire la durée hebdomadaire des emplois correspondants à concurrence respectivement de 2 et 2,25 heures.

Cette modification est assimilée à une suppression d'emploi et à la création d'un nouvel emploi car elle modifie au-delà de 10 % la durée initiale de l'emploi.

Conformément aux dispositions fixées aux articles 34 et 97 de la loi du 26 janvier 1984, le Maire propose à l'assemblée de :

- supprimer les emplois d'origine d'assistants d'enseignement artistique à temps non complet,
- créer à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2017 de nouveaux emplois d'assistants d'enseignement artistique à temps non complet,

dans les conditions suivantes :

SUPPRESSION		CREATION	
Emploi	Temps de travail à temps non complet	Emploi	Temps de travail à temps non complet
Assistant artistique <b>Clarinette</b>	4/20 <sup>ème</sup>	Assistant d'enseignement artistique <b>Clarinette</b>	2/20 <sup>ème</sup>
Assistant artistique <b>Trompette</b>	6/20 <sup>ème</sup>	Assistant d'enseignement artistique <b>Trompette</b>	3,75/20 <sup>ème</sup>

- ✓ *Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 34 et 97,*
- ✓ *Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié, portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés sur des emplois permanents à temps non complet,*
- ✓ *Vu l'avis émis par le Comité Technique lors de la séance du 19 mai 2017,*

**Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré,  
à 31 voix pour et 2 abstentions (Mme DULAC, M. CHARLES),  
DECIDE**

- **D'ADOPTER** la proposition du Maire,
- de **MODIFIER** le tableau des effectifs en conséquence,
- **D'INSCRIRE** au budget les crédits correspondants,
- **D'AUTORISER** le Maire à signer tous les actes se rapportant à la présente délibération.

Pour copie conforme  
Moissac le 07 Juillet 2017

Le Maire,



Jean-Michel HENRYOT

Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal de TOULOUSE dans un délai de 2 mois à compter  
De la transmission en préfecture le :  
De sa publication et/ou notification le :